

ENVIRON
66% des
CABINETS
JURIDIQUES ONT
ÉTÉ VICTIMES
D'UNE BRÈCHE DE
DONNÉES EN 2016

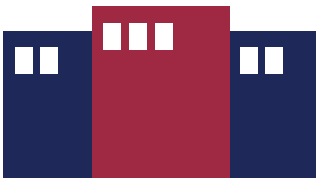


ET
40% d'entre
EUX
IGNORAIENT
QU'UNE TELLE
BRÈCHE ÉTAIT
SURVENUE.¹

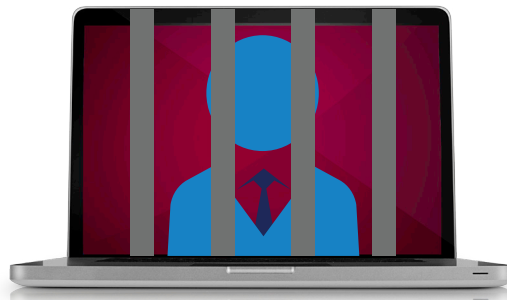
SEULEMENT
26% des
répondants ont indiqué avoir



PLUS D'UN CABINET
SUR TROIS
comptant de 10 à 49 avocats
a rapporté avoir été victime
d'un bris de sécurité.²



95% des
CABINETS JURIDIQUES
NE RESPECTENT PAS
LEURS POLITIQUES
EN MATIÈRE DE
GOUVERNANCE DES
DONNÉES
ET DE CYBERSÉCURITÉ¹



Sources:
1. Law Firm Cyber Security Scorecard, Logicforce, 2017
2. ABA TechReport, American Bar Association, 2017



des cabinets juridiques
participants possèdent
des programmes de
formation officiels sur la
CYBERSÉCURITÉ

Parallèlement à l'accès non
autorisé aux renseignements
confidentiels, **les coûts
d'un bris de la sécurité des
données comprennent**



le temps d'arrêt
et les pertes
se rapportant
aux heures
facturables



les frais de
consultation
pour rectifier la
situation



la destruction
et la perte de
dossiers



le remplacement
du matériel
informatique et
des logiciels²

Apprenez-en davantage sur la sécurité de l'information
dans le domaine du droit ici : shredit.com/law
ou composez le 877-231-0634